

# ÉLARGISSEMENT DE MILLIERS DE TERRORISTES EMPRISONNÉS L'épreuve de trop pour la République

*Comme ne suffisait pas l'extrême largesse que leur est déjà faite à travers la concorde civile puis la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, les terroristes islamistes goûteraient bientôt, à en croire des informations non démenties, à d'autres délices de la République. Le chef de l'Etat se préparerait, selon Hachemi Sahnouni, un des membres fondateurs du FIS dissous, à élargir entre 4 000 et 7 000 islamistes emprisonnés pour faits de terrorisme.*

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)** - Alors que la dégradation à nouveau de la situation sécuritaire recommande une évaluation lucide de la politique de réconciliation nationale, le chef de l'Etat choisit, a contrario, de redynamiser le processus qui fait la part belle aux terroristes.

Pour insistante qu'elle soit, l'assertion de ce que Bouteflika ait retenu d'élargir des cohortes d'islamistes emprisonnés pour appartenance à groupes terroristes est fort indubitablement vraie. D'autant que les fondateurs du parti dissous qui alimentent ces jours-ci la chronique médiatique affirment détenir le «scoop» de sources hautement crédibles de la présidence de la République. Hachemi Sahnouni, qui prend à témoin Zeraoui et Hamadache, use du ton de la certitude pour ébruiter ce qu'il entend assurément comme une bonne nouvelle. Pour lui, cette amnistie qui dit bien son nom sera prononcée à l'occasion de la célébration de la fête nationale de l'Indépendance, soit le 5 juillet prochain. Ce que confirme, par ailleurs, à demi-mot le président de la cellule de suivi de l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale,

Merouane Azzi. Ce dernier rappelle, comme pour faire valoir qu'il est à l'origine de la décision présidentielle, que l'élargissement des islamistes emprisonnés figure au chapelet de revendications que son instance avait soumis au chef de l'Etat. L'initiative de Merouane Azzi n'est pas restée sans appuis, puisque le trio de «cheikhs», Sahnouni, Zeraoui et Hamadache, a, il y a deux mois de cela, rendu Bouteflika destinataire d'un courrier dans lequel il sollicitait des mesures de clémence en faveur des terroristes détenus. Le président de la République, réconciliateur attitré, n'est, semble-t-il, pas demeuré insensible à la doléance. D'ailleurs, il a toujours affirmé qu'il ne se départirait pas de sa politique de la main tendue aux terroristes. Dans la loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale, il s'est offert la possibilité légale de prendre d'autres mesures qu'il jugerait à même de faire recouvrer la paix. C'est le fameux article 47 de la loi en question. Ceci même si d'aucuns savent que la politique de réconciliation nationale n'a pas toujours épousé les rigueurs de la loi. L'amnistie générale dont ont



Photos : D.R

**Quelque 7 000 islamistes seront libérés alors que certaines régions du pays continuent d'enregistrer des attaques terroristes.**

bénéficié les terroristes repentis est en la matière une illustration parfaite du contournement des dispositions de la loi.

Et l'élargissement des terroristes emprisonnés projeté, dont seront exclus, dit-on, les auteurs d'attentats à l'explosif, de viols et de massacres collectifs, pourrait dans la réalité profiter à tous les terroristes sans discernement. Le risque de voir les maquis réinves-

tis par les islamistes élargis, comme c'était le cas pour les bénéficiaires de l'amnistie, est grand. Car l'Etat semble, pour cette nouvelle opération de charme à l'endroit des islamistes, se suffire d'une déclaration sur l'honneur dans laquelle le candidat à la libération s'engage à ne pas replonger dans l'action terroriste. Le risque pris est d'autant plus grand que cet élargissement

intervient à un moment où l'Aqmi a repris ses attentats visant les services de sécurité, notamment au centre et à l'est du pays.

En témoignent les attentats commis dans la wilaya de Tizi-Ouzou et à Jijel. Des attentats qui attestent, si besoin était, de l'échec de la réconciliation nationale à laquelle Bouteflika tient comme à un sacerdoce.

**S. A. I.**

## POUR EXIGER LA LIBÉRATION DE B. MOURAD, KIDNAPPÉ MERCREDI DERNIER

### Béni-Douala, ville morte

Ath-Aïssi, Ath Zmenzer, Ath-Mahmoud et le chef-lieu de la daïra de Béni-Douala ont été, durant toute la journée d'hier, paralysés par une grève générale à laquelle a appelé l'assemblée générale des comités de villages de cette importante daïra de la wilaya de Tizi-Ouzou à l'issue d'un conclave tenu vendredi dernier. Une mobilisation qui s'est vite exprimée après l'enlèvement de B. Mourad, un jeune de 18 ans, tôt dans la matinée de mercredi dernier sur la route menant à Tizi-Ouzou, au lieu-dit Tala Bounane. Selon des sources sécuritaires, le faux barrage au niveau duquel a été intercepté Mourad serait l'œuvre d'un groupe terroriste, puisque ses éléments ont agi à visage découvert. Hier donc, en signe de solidarité avec la famille du jeune homme, l'ensemble de la population a adhéré au mot d'ordre de grève générale en attendant une autre action qui devrait voir les citoyens se rendre dans les forêts de Béni-Douala lancer des appels en direction des kidnappeurs pour relâcher le jeune homme. Jeudi, si entretemps Mourad n'a pas recouvré sa liberté, les citoyens de la daïra opteront pour une marche populaire.

Par ailleurs, l'on a appris que la population de Mechtras est en train de mettre sur pied la même organisation que celle de Béni-Douala et ce, pour la libération d'un entrepreneur, sexagénaire, enlevé samedi dernier en début de soirée alors qu'il rentrait chez lui. Ainsi, après plusieurs semaines d'accalmie, alors que la ville de Tizi-Ouzou renoue à peine avec l'ordre, dans la profonde Kabylie c'est de nouveau l'insécurité qui sévit de plein fouet.

**A. M.**



## RÉCONCILIATION NATIONALE

### Le retour du FIS au bout du processus ?

*Jusqu'où le président Bouteflika peut-il aller dans la concession faite à l'islamisme ? Au rythme qu'il veut imprimer à sa politique de réconciliation nationale, il n'est pas dit qu'il ne remettrait pas en selle le FIS dissous dans une version relookée.*

On sait que d'anciens cadres et militants du parti dissous nourrissent toujours l'ambition de revenir à l'activité politique en se dotant d'un cadre partisan. Ils seraient déjà passés à l'acte n'était l'intransigeance d'un Yazid Zerhouni qui avait juré qu'il ne serait jamais le ministre de l'Intérieur qui légaliserait le retour du FIS dissous sur la scène politique. Le plus fervent des islamistes radicaux à vouloir structurer un parti politique qui incarnerait le FIS dissous reste l'ancien «émir» de l'Armée islamique du salut (AIS), Madani Mezrag, en l'occurrence. Ce dernier a, immédiatement après avoir bénéficié des dispositions de la loi sur la Rahma, suite à la trêve unilatérale observée par son organisation en 1997 dans les maquis de Jijel, fait part de son intention de fonder un parti politique. Le projet semblait lui tenir tellement à cœur qu'il n'hésitait pas à en faire étalage public, notamment au cours des différentes conférences de presse qu'il avait eu à animer. Il lui était arrivé même de s'afficher avec d'anciennes figures de l'ex-FIS, à

l'instar de Ali Benhadj qui, lui aussi, ne semble pas avoir définitivement enterré son ambition de reprendre l'activité partisane.

Madani Mezrag, tout comme Ali Benhadj, estimait qu'il était de son droit de citoyen de fonder un parti politique dès lors qu'il était blanchi des crimes commis lorsqu'il trônait à la tête de l'AIS. L'ancien ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, ne l'entendait cependant pas de cette oreille.

A chaque fois que l'idée d'une relance de l'ex-FIS ressurgissait dans le débat public, Zerhouni s'empressait de rassurer qu'il n'en serait rien tant qu'il officiait en tant que ministre de l'Intérieur. Les rappels itératifs de l'interdiction opposée à la résurgence de l'ex-FIS ont amené Madani Mezrag à adopter un profil bas.

Ceci alors que Ali Benhadj a poursuivi de faire le pitre politique pour qu'il ne soit pas oublié de la chronique politique.

Assuré qu'il était d'une médiatisation par la chaîne qatarie Al Jazeera, l'ancien numéro 2 du FIS dissous participait indistinctement aux manifestations

publiques, quitte à essayer les quolibets comme c'était le cas lors de la première marche de la CNCN à Alger. Pendant ce temps-là, Madani Mezrag et d'autres anciens du parti dissous, à l'instar de Djeddi et Boukhamkham, se sont tenus loin des feux de la rampe. Une éclipse, si l'on peut dire, qui à l'évidence n'est nullement dictée par les contingences politiques.

Le retrait semble bien réfléchi, tant est que l'actualité donne à noter que les anciens du parti dissous poursuivaient de militer en douce. La preuve est donnée par la sortie médiatique de Sahnouni qui a informé qu'il a plaidé auprès de Bouteflika la cause des islamistes détenus. Et ce n'est certainement pas un hasard si cette émergence de quelques figures de l'islamisme radical intervient au moment où Bouteflika engage ses réformes politiques. Des réformes qui incluent la révision de la loi sur les partis politiques. Les islamistes radicaux jugeraient-ils le moment opportun pour engager leur initiative partisane ? Auraient-ils eu l'assurance que la nouvelle loi sur les partis leur amènera une place ? Quoi qu'il en soit, il est peu vraisemblable qu'ils s'agitent sans motif valable.

**S. A. I.**